
Transnationales et droits de l'homme : une combinaison impossible

Dans le monde des grandes affaires, un petit groupe de transnationales est à la tête de presque tous les secteurs de l'économie. Elles étaient grandes mais à présent elles sont énormes, et leurs activités ont de plus en plus de répercussions négatives. D'autre part, grâce aux grands efforts de communautés, mouvements, organisations et militants, ces mêmes transnationales ont été obligées de prendre par écrit certains engagements concernant l'éthique et la responsabilité environnementale et sociale ; elles ont commencé à élaborer des systèmes pour certifier la « durabilité » de leurs activités et à parler de « meilleures pratiques » ; elles ont même commencé à parler des droits de l'homme.

Dans le présent bulletin, consacré une fois de plus au Jour international des droits de l'homme, nous analysons cette situation en examinant les agissements des grandes entreprises. Cet examen rend évident que ces entreprises violent les droits fondamentaux les plus divers, qu'ils soient consacrés ou non par les lois et les traités internationaux. Nous considérons comme des droits fondamentaux, par exemple, ceux qui visent à garantir la dignité de l'être humain, la justice sociale et la justice environnementale.

Nous verrons dans ce bulletin que la violence dans l'accaparement de terres est probablement une des caractéristiques les plus fortes de l'actualité, et qu'elle se manifeste de plusieurs manières. Elle est violente, la manière dont les grandes entreprises du secteur de l'eucalyptus et de la pâte à papier accaparent de plus en plus de terres dans des pays comme le Brésil, pour y faire des plantations industrielles, et la manière dont elles l'ont toujours fait, dans l'illégalité et avec l'aide de l'État. Est également violente l'expansion effrénée en Afrique des grandes plantations de palmiers à huile qui envahissent les terres des paysans, portant atteinte à leur souveraineté alimentaire et aggravant la faim dans des pays comme Sierra Leone. Est violente aussi la façon dont les grandes entreprises du secteur énergétique accaparent des terres pour construire de grands barrages hydroélectriques, comme en Malaisie et dans d'autres pays, détruisant la biodiversité, les forêts et la subsistance de milliers de personnes, afin de gagner de l'argent en produisant de l'énergie. Il existe une dette énorme à l'égard de millions de personnes, expulsées et rejetées vers la périphérie des grandes villes où se concentrent aujourd'hui de plus en plus d'habitants des pays du Sud, alors qu'il y a des terres suffisantes pour qu'une bonne partie d'entre eux puissent travailler et assurer la souveraineté alimentaire de leurs pays.